



NATIONS UNIES

CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/6801
18 octobre 1965
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE EN DATE DU 18 OCTOBRE 1965 ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL
DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU PAKISTAN

Mon gouvernement m'a chargé d'appeler votre attention sur la situation extrêmement grave et dangereuse qui existe dans l'Etat de Jammu et Cachemire du fait des atrocités qui sont commises par les autorités d'occupation indiennes sur la population de cet Etat, au mépris complet de toutes les règles de justice et de moralité.

2. On se rappellera que la population de l'Etat de Jammu et Cachemire s'est soulevée les armes à la main le 9 août 1965 pour secouer le joug de l'esclavage qui lui est imposé depuis dix-huit longues années. Pour écraser ce soulèvement massif, au nom de la liberté, les troupes indiennes ont mis à contribution toutes leurs ressources et ont eu recours à des méthodes brutales, tuant la population civile innocente, y compris les femmes et les enfants, et brûlant les villages à travers cet Etat pour soumettre et terroriser les habitants.

Malgré les atrocités inouïes et les mesures sauvages de répression utilisées par les autorités d'occupation indiennes, le peuple de l'Etat de Jammu et Cachemire continue cependant de maintenir bien haut l'étendard de la liberté. Le 9 octobre 1965, les étudiants de Srinagar ont organisé une manifestation monstre contre les autorités indiennes pour protester contre l'arrestation de cinq leaders du mouvement de libération qui s'étaient ouvertement élevés contre le déni par le Gouvernement indien du droit inhérent d'autodétermination des habitants de cet Etat. Pour écraser cette nouvelle révolte, les autorités indiennes ont transformé Srinagar, la capitale de l'Etat, en un véritable camp armé et ont installé dans l'Etat des troupes de plus en plus nombreuses, intensifiant ainsi le régime de terreur institué après le 9 août 1965.

3. Les faits relatifs aux manifestations récentes des étudiants de Srinagar et à l'utilisation par l'Inde de la force militaire pour les terroriser ont été rapportés par de nombreux correspondants étrangers se trouvant à Srinagar.

Le 10 octobre, la Frankfurter Allgemeine a publié une dépêche envoyée par Klaus Natorp, son rédacteur en chef des services étrangers, et conçue comme suit :

"Cette fin de semaine, des troubles graves ont éclaté dans la capitale du Cachemire. Dix mille personnes, pour la plupart des étudiants et des élèves, ont pris part, samedi après-midi, à des manifestations devant la mosquée Hazrat Bal. Les manifestants ont réclamé à nouveau un plébiscite. A l'issue de la manifestation, des bagarres ont éclaté avec des unités de la police. Les policiers ont ouvert le feu lorsqu'ils ont été atteints par des pierres. On annonce de source digne de foi qu'il y a eu 22 victimes."

La dépêche de Klaus Natorp poursuivait en ces termes :

"Le tableau que Delhi donne de la situation au Cachemire est complètement faux, du moins en ce qui concerne Srinagar. Déjà avant ce week-end, il ne se passait pas de jour que les élèves et étudiants ne causent des désordres pour manifester leur opposition aux autorités indiennes et réclamer un plébiscite. A plusieurs reprises, la gendarmerie a dispersé les manifestants par la force; au cours de ces événements, il y a eu de nombreux blessés du fait de la grande brutalité des policiers. Au moins 30 000 policiers et soldats ont fait de Srinagar un immense camp armé. Tous les magasins musulmans ont été fermés. En outre, les chauffeurs de taxis et d'autobus sont en grève. En tout, environ 400 personnes ont été arrêtées, dont de nombreux étudiants. Malgré le couvre-feu, de nombreux incidents sont signalés durant la nuit. Au cours des dernières nuits, plusieurs maisons ont été incendiées."

Ivor Jones, correspondant de la BBC à Srinagar, s'est exprimé comme suit le 11 octobre :

"Les étudiants et le public continuent de manifester en faveur d'un plébiscite au Cachemire et les forces indiennes cherchent à écraser ce mouvement en recourant à des actes de terrorisme et en mettant le feu aux habitations."

Rawle Knox, correspondant à Delhi du Daily Telegraph, a déclaré ce qui suit dans une dépêche publiée le 12 octobre :

"La colère et la haine s'intensifient contre l'armée indienne au Cachemire, parce qu'elle continue à incendier les maisons des personnes accusées d'aider ou de cacher des guérilleros."

Rendant compte de la bagarre qui a suivi l'arrestation de Mir Waiz Farooq, président de l'Awami Action Committee, de Mufti Bashiruddin, secrétaire général de ce comité, de Maulvi Mushtaq, membre du comité, de Munshi Ishaq, président par intérim du Plebiscite Front et de Maulvi Abbas, membre du Holy Relic Action

Committee, le correspondant du New York Times à New Delhi a déclaré que "l'Awami Action Committee, le Plebiscite Front et le Holy Relic Action Committee sont parmi les groupes qui ont dirigé l'agitation en faveur d'un vote de la population sur l'avenir du Cachemire". Dans une dépêche envoyée de Srinagar et publiée dans le New York Times le 13 octobre, le même correspondant fait état de troubles, qualifiés de "massacre des innocents" par un leader cachemirien, Maulana Masoodi, au cours desquels la police indienne a ouvert le feu sur de jeunes étudiants et en a tué trois. Le New York Times du 14 octobre a fait un récit poignant de la solidarité dont font preuve les jeunes filles cachemiriennes en s'associant à la lutte de leurs frères contre l'oppression indienne. Le même correspondant s'est exprimé comme suit dans une dépêche publiée par ce journal dans son numéro du 16 octobre :

"Un couvre-feu strictement imposé force les habitants à rester chez eux la nuit et, dans certains quartiers de la ville, également pendant la plus grande partie de la journée.

Où qu'on aille, aux croisements de rues, sur les ponts, sur le terrain de polo ou au jardin botanique, on rencontre la police armée et des soldats.

Les soldats armés de fusils et de pistolets-mitrailleurs dévalent toute la journée en jeeps et en camions dans les rues de la ville. Des postes de contrôle ont été installés à toutes les entrées principales de la ville.

Les Indiens ont maintenant besoin de leurs fusils et bâtons ferrés pour contenir les habitants de Srinagar, dont beaucoup sont aujourd'hui ouvertement anti-Indiens."

Les étudiants ont continué à organiser des défilés de protestation malgré le couvre-feu imposé par les autorités d'occupation indiennes. Ils ont pour slogans "Partez du Cachemire", "Nous voulons un plébiscite", "Libérez le cheik Abdullah" et "A bas l'impérialisme indien".

4. Pendant le mois d'août, les troupes indiennes ont incendié la ville de Mandi ainsi que douze villages voisins, dont Azamabad, Mahar Kot et Bedar Balnoi dans le district de Poonch. Trois familles musulmanes du village de Bedar Balnoi ont été brûlées vives dans leurs maisons et de nombreux musulmans ont été froidement fusillés par des soldats indiens en présence de leur famille. En outre, plusieurs jeunes filles du même village ont été enlevées. Des atrocités du même genre ont été commises dans les villages des secteurs de Muzaffarabad, Rawal Kot et Mirpur.

Le quartier de Batamaloo, dans la banlieue de Srinagar, qui est habité par des musulmans, a été incendié et entièrement rasé. De nombreux musulmans de ce quartier ont été brûlés vifs par l'armée indienne. L'incendie de Batamaloo et de villages musulmans a été rapporté par Richard Chritchfield, correspondant du Washington Star, dans le numéro du 1er septembre 1965 de ce journal.

Les forces armées pakistanaïses ont intercepté des messages, envoyés par l'armée indienne aux commandants locaux, leur donnant l'ordre de massacrer la population civile dans les villages situés le long de la ligne de cessez-le-feu. Tout un bataillon a été chargé d'incendier les villages dans le secteur de Rajauri.

Mlle Mridula Sarabhai, assistante sociale indienne bien connue, a déclaré que sous prétexte de prendre des mesures contre les prétendus "infiltrateurs", l'armée indienne s'en était prise à l'ensemble de la population musulmane du Cachemire et perpétrait contre elle d'affreuses atrocités.

5. Les atrocités commises par les forces d'occupation indiennes ont poussé des milliers de musulmans à s'enfuir du territoire occupé et à chercher refuge dans le Cachemire Azad et dans les régions contiguës du Pakistan occidental. Depuis le 9 août, 20 000 musulmans du district occupé de Poonch, dont les maisons ont été pillées et incendiées, se sont réfugiés au Cachemire Azad. En tout, environ 75 000 Cachemiriens ont jusqu'ici cherché refuge au Cachemire Azad. Près de 1 500 réfugiés passent chaque jour la frontière entre la partie du Cachemire occupée par les troupes indiennes et le Cachemire Azad. N'ayant pas réussi à subjuguier la population du Cachemire, les forces indiennes intensifient maintenant leurs opérations d'incendie des villages musulmans. Des organisations hindoues extrémistes comme la Jan Sang et la Mahasabha se chargent de fournir des "goondas" (bandits) auxquels les autorités remettent des armes pour qu'ils accomplissent leur affreuse besogne. Il est clair que l'Inde exécute un progrom prémédité et organisé, qui vise à éliminer du Cachemire occupé le plus grand nombre possible de musulmans.

6. Un correspondant de la revue Newsweek, Everett D. Martin, a visité des camps de réfugiés du Cachemire occupé par l'Inde. Dans le numéro du 11 octobre 1965 de cette revue, on peut lire le passage suivant : "Martin a fait savoir qu'il avait

entendu de multiples récits d'atrocités commises par les Indiens contre les musulmans au Cachemire. 'J'ai interrogé les gens au hasard', a câblé Martin, 'et tous m'ont raconté des histoires d'Indiens massacrant des familles musulmanes, incendiant des villages, commettant des viols et torturant la population. Une petite fille de dix ans m'a dit que ses parents avaient été fusillés sous ses yeux. Une femme, secouée de sanglots hystériques, m'a dit que ses jeunes enfants avaient été coupés en morceaux et son mari emmené lorsque les troupes indiennes ont attaqué son village'."

7. La campagne de répression actuelle n'est que la continuation du régime de terreur instauré après le 9 août 1965 par les autorités d'occupation indiennes, qui s'efforcent en vain de briser la résistance du vaillant peuple de l'Etat et d'écraser la lutte qu'il mène pour son droit d'autodétermination, que l'Inde, le Pakistan et les Nations Unies lui ont promis. Comme l'ont montré les événements de la semaine dernière, le peuple cachemirien n'a jamais accepté et n'acceptera jamais le régime d'oppression imposé par l'Inde, bien qu'elle s'ingénie à utiliser la force brutale de son armée pour le faire admettre par l'incendie, le meurtre et le terrorisme.

8. Le Gouvernement pakistanais ne peut rester indifférent devant la continuation de ce règne de terreur instauré par les forces d'occupation indiennes dans l'Etat de Jammu et Cachemire. Il faut que les Nations Unies se rendent compte qu'il est du devoir de l'Organisation d'amener l'Inde à abandonner un comportement qui est contraire aux principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration des droits de l'homme. Si l'Inde persiste à commettre ces atrocités contre la population innocente du Cachemire, elle devra assumer l'entière responsabilité des conséquences, qu'elle aura elle-même provoquées.

9. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer la présente lettre comme document du Conseil de sécurité et je souhaite que le Conseil prenne des mesures efficaces pour empêcher les Indiens de continuer à perpétrer ces actes de génocide au Jammu et Cachemire. En attendant, le Conseil pourrait inviter le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à envoyer immédiatement son représentant personnel pour qu'il visite les régions affectées du Cachemire occupé par l'Inde, afin d'y recueillir directement des renseignements sur ces atrocités, et pour qu'il visite les camps de réfugiés dans le Cachemire Azad.

Veuillez agréer, etc.

L'Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire,

Représentant permanent du Pakistan auprès
de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Syed Amjad Ali

